

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2012



MAI 2015

Directeur Général, Directeur de publication
Aboubacar Sédikh BEYE

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Alpha Amar NIANG
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Serge MANEL et Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL et Abdoulaye FAYE
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Momath CISSE
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Mody DIOP
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE et Maxime Bruno NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENGHOR et Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal
Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

Le secteur des Bâtiments et Travaux publics (BTP) est un champ **d'application du génie civil**. Il regroupe les activités en rapport avec la conception, la construction, l'entretien, la réhabilitation, la déconstruction et la dépollution des ouvrages publics et privés.

Les constructions peuvent être de type résidentiel ou non résidentiel. **Les constructions résidentielles servent généralement d'habitation** et couvrent les villas, duplex, gratte-ciel, etc. Les constructions non résidentielles regroupent entre autres les infrastructures de transport (routes, voies ferrées, ports, aéroports, etc.), les infrastructures urbaines (centres commerciaux, monuments, etc.), les constructions industrielles (usines, entrepôts, réservoirs, etc.) et hydrauliques (barrages, digues, etc.).

L'offre sur le marché des BTP est **structurée autour d'une dizaine de grandes entreprises s'affairant dans le gros-œuvre et de petites structures assurant la sous-traitance et le second œuvre**. Les exigences des normes de construction dans le secteur agissent **comme une barrière à l'entrée**. **Au fur et à mesure que les spécifications techniques requises pour la réalisation des ouvrages deviennent contraignantes** (routes, aéroports, ponts, gratte-ciel, etc.), les entreprises pouvant répondre aux exigences se font rare. La demande provient **de l'Etat pour les infrastructures publiques, des entreprises pour les infrastructures urbaines** (centres commerciaux, etc.) et industrielles (usines, laboratoires, etc.) et des ménages (individuellement ou collectivement à travers des coopératives **d'habitat**) **pour les constructions à usage d'habitation**.

Ce chapitre est subdivisé en deux sections, un premier traitant des indicateurs issus des comptes nationaux et un deuxième consacré aux réalisations, projets et programmes en cours dans le secteur.

XV.1. LES INDICATEURS DES BTP

XV.1.1. LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Le ciment constitue l'un des principaux intrants pour l'activité de construction. En 2012 sa production a stagné (+0,1%) après une phase d'expansion rapide entre 2006 et 2011, au cours de laquelle elle a connu une augmentation de plus de 60% (Tableau 13.1). Le marché domestique reste le premier débouché de la production. Toutefois, la part des ventes locales sur la production ne cesse de reculer au profit des exportations, **s'établissant** à 53,3% en 2012 après 74,4% en 2007. Les exportations après avoir atteint plus de 2,1 millions de tonnes en 2011, avec une croissance annuelle moyenne de plus de 35% entre 2008 et 2011, ont presque stagné en 2012 avec une progression de 1,2%.

Tableau 15.1 : Production et ventes de ciment (milliers de tonnes)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Production	3040,6	3084,7	3311,6	4076,8	4720,3	4723,1
Ventes locales	2261,9	2254,8	2263,1	2395,3	2569,7	2519,5
Ventes à l'export	769,1	825,8	1052,8	1669,2	2141,0	2168,1

Source : ANSD

En 2012, la production de la branche « *verre, poterie et matériaux de construction* » a atteint 230,0⁴⁸ milliards FCFA en termes réels, soit une baisse de 0,4%. La branche a affiché une valeur ajoutée de 75 milliards de FCFA, soit une baisse de 0,3% par rapport à l'année précédente.

XV.1.2. LA CONSTRUCTION

L'évolution du sous- secteur de la construction sur les dix dernières années montre une relative instabilité. La période 2002-2007 est caractérisée par une expansion rapide avec un taux d'accroissement annuel moyen de la valeur ajoutée de 9,7%. En 2008 et 2009, la valeur ajoutée s'est repliée à la suite de la baisse des mises en chantier liée, d'une part, à la crise financière internationale et, d'autre part, aux difficultés nées des retards de paiements dus par l'Etat aux entreprises de BTP pendant cette période. La valeur ajoutée de la branche « construction » était repartie à la hausse en 2010 et 2011. En 2012, elle **s'est établie à 224 milliards, soit une baisse de 2,6% par rapport au niveau de 2011.**

⁴⁸ ANSD. Comptes nationaux trimestriels 2012 ; nos calculs

En 2012, la construction représentait 4,3% du PIB réel et 22,6% de la valeur ajoutée en volume du secteur secondaire contre respectivement 4,6% et 23,3% l'année précédente.

Tableau 15.2 : Evolution de la valeur ajoutée des activités de construction (milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
VA construction	211	210	200	210	230	224
Va secondaire	886	876	890	930	990	991
PIB	4413	4 575	4 686	4 886	4 987	5167

Source : ANSD

XV.2. REALISATIONS, PROJETS ET PROGRAMMES DANS LE SECTEUR DES BTP

Dans cette section, les réalisations enregistrées dans le secteur sont listées. Elles concernent la construction de logements pour l'habitat social et les travaux de génie civil (routes, aéroports, etc.).

XV.2.1. CONSTRUCTION RESIDENTIELLE

L'offre de construction de logements est le fait de promoteurs publics et privés ou, dans le cas de la construction pour soi, des ménages et des coopératives d'habitat.

La Société Nationale d'Habitat à Loyer Modéré (SNHLM) et la Société Immobilière du Cap-Vert (SICAP) sont des acteurs majeurs de ce segment de la construction.

La SICAP poursuit la réalisation de trois programmes⁴⁹. Il s'agit :

- d'un programme de viabilisation de 3393 parcelles et de construction de 191 logements économiques à Keur massar ;
- de la deuxième phase d'un programme de construction à « Mbao villeneuve » portant sur 400 logements répartis entre 300 économiques et 50 duplex dont 112 sont en cours de réalisation;
- d'un programme de construction de 301 logements à « Keur Gorgui » dont 231 appartements et 70 villas sur lesquels 172 logements ont été achevés.

⁴⁹ Cf Situation Economique et Sociale de 2007

XV.2.2. CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE

Les réalisations dans le domaine de la construction non résidentielle sont classées en infrastructures routières, infrastructures aéroportuaires, portuaires et ferroviaires, **ouvrages d'art, bâtiments et édifices à accès public et autres constructions non résidentielles.**

XV.2.2.1. infrastructures routières

La mise en œuvre de la politique générale en matière d'infrastructures routières est confiée à l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE). A ce titre, elle est responsable des travaux de réhabilitation, **d'entretien** et de construction de routes.

Le portefeuille des projets mis en œuvre au cours de l'année 2012 a porté sur 14 projets de Renforcement et/ou de construction d'axes routiers dont cinq (05) achevés et 09 projets de construction et/ou de renforcement d'ouvrages d'art (OA) dont deux (02) achevés⁵⁰.

La construction et la **réhabilitation d'infrastructures routières et d'ouvrages d'art** a représenté 128,5 milliards FCFA de financement en 2012, soit 75,4% de l'activité de l'AGEROUTE.

a) Les travaux achevés

L'exécution des **travaux routiers terminés** en 2012 concerne un linéaire total de 325 km de routes revêtues pour un coût global de 109,7 milliards FCFA, dont un montant de 104,4 milliards FCFA pour les travaux et 5,3 milliards FCFA pour la supervision. Deux (02) des cinq (05) projets achevés sont urbains, les trois autres étant inter urbains (Linguère- Boula, Mako- Kédougou et Saint Louis- Rosso- Richard Toll).

Les travaux de réhabilitation de la Route Saint Louis- Rosso - Richard Toll ont été réceptionnés en septembre 2012. Ils ont porté sur 127 km de routes de liaison interurbaine (route nationale RN2 Saint Louis – Richard Toll, route de Gandiol, **bretelles de Rosso et d'accès à l'aéroport de Saint Louis**) ; le renforcement ou le traitement de surface de 16 km de voiries au niveau des traversées urbaines (Saint Louis et Richard Toll) ; **la construction d'une bretelle d'accès à l'ouvrage de franchissement du fleuve Sénégal au niveau de Rosso** et la réalisation de 65 Km de voies de désenclavement (Colonat – Gnith, et Richard Toll – Mbane – Diaglè). Ce **projet a été financé par l'Union Européenne.**

⁵⁰ Cf. tableau 13.1 en annexes pour le détail des travaux achevés

Les travaux de réhabilitation de la Route Mako- Kédougou (50 km) réalisés dans le cadre du corridor Dakar – Bamako par le Sud ont été achevés et la réception provisoire annoncée au mois d'avril 2012. Ils ont été financés par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

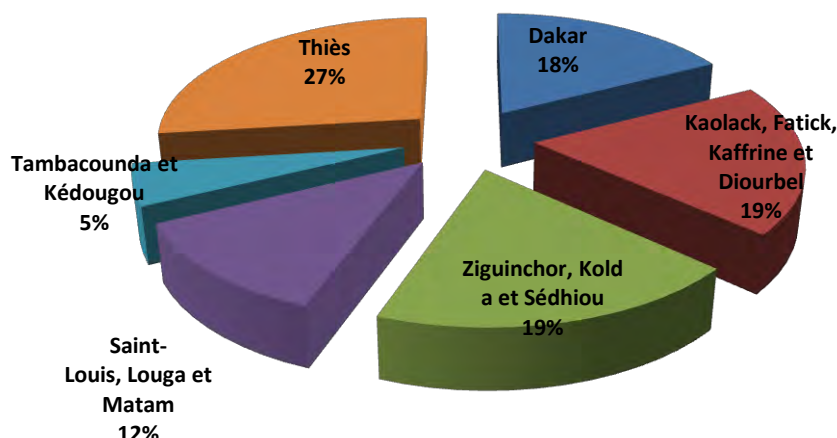
La réception provisoire des travaux routiers et des ouvrages d'art réalisés dans le cadre des travaux d'aménagement et d'élargissement de la route Mamelles-Aéroport (6 km) et de la route de Ouakam entre l'hôpital Abass Ndao et le village de Ouakam (7 km) a été annoncée.

b) Les travaux en cours

Les projets en cours d'exécution concernent les travaux suivants:

- aménagement et bitumage de la route Tivaouane – Touba Toul- Khombole sur un linéaire de 37 km et ceux de la route Fatick – Bambey (25km) ;
- aménagement de la boucle du Blouf : section ThionckEssyl- Balinghor sur un linéaire de 28 km ;
- construction de la route Linguère - Matam sur les sections Boula - Ranérou - Patouki (55km) et Patouki - Oourossogui (41km) ;
- réhabilitation de la route « Km 50 » – Bayakh-Kayar (19 km) sur financement du budget consolidé d'investissement de l'Etat du Sénégal ;
- construction des routes de connectivité à l'autoroute à péage qui concernent les barreaux de connexion à l'autoroute d'un linéaire de 8,3 km, la réfection de voirie à l'intérieur de Rufisque, la route de SOCOCIM, l'aménagement du tronçon Bargny – Diamniadio et la construction de sept (07) passerelles piétonnes. Les travaux présentent un état d'avancement global de plus de 80% en fin d'année 2012.

Graphique 15.1 : Répartition du montant des coûts des travaux de construction par région en 2012



Source : AGEROUTE, calculs ANSD

Le Programme d'Entretien Routier Annuel 2012 (PERA 2012) examiné et adopté par le Conseil d'administration du Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA), est estimé à 47,6 milliards F CFA et concerne les rubriques suivants : travaux, fonctionnement et divers. Sa mise en œuvre a été menée suivant les procédures de passation de marchés. Les travaux ont été engagés de façon graduelle à partir de juin 2012 pour l'essentiel avec un taux d'exécution physique de 60,1% en 2012.

Les travaux entrepris dans le cadre du PERA 2012 portent pour l'essentiel sur la mise en œuvre de revêtement en béton bitumineux, en bicouche et monocouche sablées, le bouchage de nids de poule, la construction de chaussée, la reconstruction, l'entretien d'ouvrages d'art, etc.

c) L'autoroute à péage Dakar - Diamniadio

La maîtrise d'ouvrage déléguée de l'Autoroute à péage Dakar – Diamniadio est assurée par la société APIX. SA. Ce projet entre dans la politique générale de mise à niveau des infrastructures de transport et d'amélioration de la mobilité urbaine. Son premier tronçon (Malick Sy-Pikine, long de 12 km) est ouvert à la circulation depuis août 2009. A la fin 2012, le taux d'exécution du tronçon Pikine – Thiaroye long de 4 km était exécutée à hauteur de 91% et celui du tronçon Thiaroye à Diamniadio long de 18,3 km, à 96%. La date prévue d'ouverture à la circulation de l'autoroute est le 1^{er} août 2013.

En plus de ces autoroutes, des diffuseurs, ouvrages d'art (Passages inférieurs et supérieurs), des ouvrages hydrauliques, des passerelles, des gares de péage ont été achevés ou sont en cours d'exécution.⁵¹

⁵¹ Cf Tableau 13.2 pour des détails sur l'état d'avancement

Figure 1: Aperçu du tracé de l'autoroute à péage



Le prolongement de l'autoroute vers les villes de Thiès et de Mbour ainsi que son raccordement à l'Aéroport International Blaise Diagne sont en cours. Le démarrage des travaux de construction de l'Autoroute, Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) - Mbour, y compris les bretelles de connexion est tributaire du paiement de l'avance de démarrage à la société chinoise CWE.

XV.2.2.2. Infrastructures aéroportuaires, portuaires et ferroviaires

Les travaux de construction de l'Aéroport International Blaise-Diagne (AIBD) se poursuivent sur le site de Diass, à 45 km à l'est de Dakar. L'AIBD est construit sur un site de 4800 hectares. Il est financé sur un prêt d'environ 266 milliards de Fcfa accordé par des institutions financières comme le Fonds saoudien, la Banque islamique de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence française de développement (AFD), etc. Pour rappel, la première pierre de l'infrastructure a été posée le 4 avril 2007.

Figure 2: Vue des travaux de construction de l'AIBD⁵²

⁵² <http://www.00221.info/tak2/aibd-o%C3%B9-en-est-le-chantier-en-cette-fin-2011> (18 octobre 2011)

L'opération de balisage de la piste se poursuit avec l'installation des lignes de 31 KVa par la SENELEC. La visite du chantier a aussi permis de constater que le pavillon présidentiel est quasiment achevé. Quant à l'aérogare principale, l'infrastructure attend encore l'installation de son toit.

Le financement du projet aéroportuaire est complété par une taxe sur les billets d'avion. En 2011, 132,2 milliards ont été collectés dont 129,7 milliards ont été reversés au compte séquestre⁵³ ouvert à cet effet. Ce compte présentait un solde créditeur de 9,8 milliards. Ses ressources servent au remboursement des prêts consentis dans le cadre de la construction de l'aéroport.

XV.2.2.3. Ouvrages d'art

L'année 2012 a été marquée par la réalisation d'importants projets d'ouvrages d'art dont certains sont toujours en cours d'exécution. Les ouvrages d'art achevés ont mobilisé un investissement de 7,7 milliards FCFA. Il s'agit des ponts de Fanaye (Saint-Louis) et de Katakalousse (Cap-Skiring) réalisés sur financement de l'Etat du Sénégal. Les projets en cours d'exécution, ont trait aux travaux:

- de construction des trois (03) ponts de Matam avec un taux d'exécution estimé à plus de 50% à fin 2012 ;
- de réhabilitation du pont Emile Badiane de Ziguinchor avec un état d'exécution global estimé à près de 90% ;
- de construction du pont de Ndioum dont le lancement officiel des travaux a été effectué le 18 Novembre 2012;
- de construction du pont de la Gambie qui sont gérés par la partie gambienne. Le mémorandum d'entente est signé entre les deux Etats et un comité de pilotage a été mis en place pour la gestion du projet. Une assistance technique sur financement de la BAD est aussi mise en place pour appuyer la NRA (National Road Authority) dans le cadre de la réalisation du projet.

⁵³ le compte séquestre d'une agence est le compte ouvert dans une banque de son choix qui lui permet de déposer les acomptes pour les ventes, et les cautions pour les locations. Ces sommes restent en attente d'encaissement définitif ou de reversement (annulation de la vente ou sortie du locataire).

Conclusion

Après un rebond en 2010 et 2011, le secteur des BTP a marqué le pas en 2012. La production de ciment est restée à son niveau de 2011. Son principal débouché reste le marché domestique dont la demande a baissé de 2%. Toutefois, le marché intérieur **est de plus en plus concurrencé par la demande extérieure. A cela s'ajoute,** un repli de la valeur ajoutée en volume de la branche « construction » (-2,6%).

Il existe un réel potentiel de croissance dans le secteur avec de grands chantiers en cours **d'exécution ou de finalisation. Il s'agit notamment de l'autoroute à péage et ses projets d'extension** Diamniadio – AIBD - Thiès – Mbour, **des projets d'extension** de la Voie de Dégagement Nord (VDN), de **l'Aéroport International Blaise Diagne** et **d'autres infrastructures (Hôtel Intercontinental, Water Front, etc.)**.